<p style="text-align: center;">Liste des thématiques liées aux responsabilités induites par l'exercice de la compétence GeMAPI</p>

Délimitation de la compétence et modalité d'exercice

La compétence GeMAPI implique-t-elle une responsabilité globale en cas d'inondation impliquant de garantir tous les risques sur le territoire ?

Une inondation survenue en raison de ruissellements non maîtrisés peut-elle engager la responsabilité du gemapien ?

Comment s'articulent les responsabilités du gemapien avec celle des propriétaires riverains des cours d'eau ?

Est-il possible de limiter la responsabilité du gemapien par la définition d'une stratégie spécifique au territoire ?

Est-il possible de limiter la responsabilité du gemapien dans les statuts ?

Le recours à la délégation de compétence est-il un moyen de circonscrire la responsabilité ?

Quelle responsabilité encourt le gemapien en cas de non atteinte du bon état écologique des eaux dans les délais légaux ?

Quels risques sont susceptibles d'être assurés ?

Gestion des ouvrages

Le gemapien peut-il effectuer un choix dans la prise en charge ou non des ouvrages de protection contre les inondations situés sur son territoire ? Une responsabilité à son égard peut-elle être recherchée en cas de dommage survenu du fait d'un ouvrage non intégré dans le système d'endiguement ?

Quelles sont les règles à respecter dans la définition d'un système d'endiguement (composition, exploitation...) pour réduire/exclure les risques de mise en cause de la responsabilité en cas d'inondation ?

Existe-t-il des risques de mise en cause de la responsabilité du gemapien en dehors de la gestion du système d'endiguement ? Les ouvrages non intégrés doivent-ils nécessairement être neutralisés ?

Toute inondation peut-elle être génératrice de responsabilité dans le cadre de la gestion d'un système d'endiguement ? Le niveau de protection est-il un garant suffisant d'absence de responsabilité ?

Un partage de responsabilité est-il envisageable entre le gestionnaire et le propriétaire des ouvrages intégrés dans le système d'endiguement ?

Une coopération avec d'autres collectivités ou groupements est-il possible pour organiser la gestion des ouvrages ?

Dans quelles mesures l'autorité compétente doit-elle mettre en place des astreintes pour la gestion des ouvrages ? Sa responsabilité peut être engagée si les moyens mis en œuvre correspondent à ses capacités financières ?

Articulation de la compétence avec les autres acteurs intervenant lors de la gestion de crise

Quelles sont les mesures que le maire/le préfet doit adopter au titre de ses pouvoirs de police ?

Comment doivent participer les maires/les communes/les EPCI/l'Etat au moment de la gestion de la crue ? Le gemapien est-il dans l'obligation de fournir des informations pour aider à la gestion de crise ?

Quelles sont les informations dont peut disposer le gemapien pour mieux appréhender les risques inondation (vigicrue, météoFrance...) ?

A qui revient l'obligation d'alerter la population en cas de crue ? cette obligation peut elle être imposée au gemapien ?

Quels sont les outils de planification permettant d'appréhender le risque inondations ? Revient-il au gemapien de les élaborer ?

Le gemapien doit-il intervenir dans l'élaboration et la mise en œuvre

Quels sont les risques pour le gemapien de voir sa responsabilité pénale engagée en cas de crue ?

DOCUMENT DE TRAVAIL